

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 20/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

UNION FRANCAISE DES ALCOOLS ET BRANDIES

581 chemin d'Aubord
CS 10001
30600 Vauvert

Références : -
Code AIOT : 0006605262

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2025 dans l'établissement UNION FRANCAISE DES ALCOOLS ET BRANDIES implanté 581 chemin d'Aubord CS 10001 30600 Vauvert. L'inspection a été annoncée le 07/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre de deux actions nationales 2025 : "travaux par points chauds" d'une part et "PFAS mousse" d'autre part.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNION FRANCAISE DES ALCOOLS ET BRANDIES

- 581 chemin d'Aubord CS 10001 30600 Vauvert
- Code AIOT : 0006605262
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'Union Française des Alcools et Brandies (UFAB) est spécialisée dans l'élaboration d'eaux de vie de vin et de brandies, l'élevage en barriques ou tonneaux de chêne ainsi que leur assemblage. Elle exploite des installations de stockage d'alcools et de vieillissement des eaux de vie et de brandies qui sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral n°11.202N du 5 décembre 2011 complété. Le site relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 4755 compte tenu des quantités de produits susceptibles d'être présents sur le site (alcools de bouche). L'établissement relève aussi du statut Seveso seuil bas.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses
- AN25 Travaux et points chauds
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	1 mois
9	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Demande d'action corrective	1 mois
10	Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
14	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
15	Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
4	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
5	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	Sans objet
6	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008, article /	Sans objet
7	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a porté sur deux actions nationales 2025 : "AN travaux par points chauds" relative aux risques liés aux travaux par points chauds et "AN PFAS mousse" relative à l'amélioration de la connaissance de l'utilisation des mousses anti-incendie pouvant contenir des PFAS et le contrôle de l'application des restrictions d'utilisation de certains PFAS dans ces mousses.

Concernant le volet "travaux par points chauds" : la visite a montré que l'exploitant a mis en place une gestion des risques au travers de la mise en œuvre effective de plans de prévention et de permis feu. Toutefois, l'inspection relève l'absence de traçabilité des actions menées sur la

formation des personnels intervenants sur le site et sur la vérification de l'absence de risques et la surveillance après travaux.

Concernant le volet "PFAS mousse" : la visite a montré que l'exploitant a procédé au recensement des caractéristiques de ses mousses anti-incendie et étudie une solution de remplacement avec des mousses sans PFAS. Il a engagé une analyse du produit actuellement présent sur le site, les analyses restant en cours au jour de la visite. A réception des résultats, et sous un délai d'un mois, l'exploitant est tenu d'apporter les éléments en réponse aux constats précisés ci-après, afin de se positionner sur le respect des dispositions en vigueur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent
Constats : L'exploitant a identifié les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion. Elles sont représentées sur un plan tenu à jour dans le plan d'opération interne (fiche 55). Sur le site, ces zones ainsi que les consignes associées sont matérialisées par des affichages lisibles à chaque entrée de zone.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les

lieux fréquentés par le personnel [...] Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...] - l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
Constats : Le "manuel environnement et sécurité" du site, daté de mai 2012 et mis à jour en avril 2022, précise les conditions de mise en place d'un plan de prévention et d'un permis de feu lors d'interventions sur le site. Par mesure de prévention pour limiter le risque, de par l'activité du site et l'organisation en place, peu de travaux et peu de personnels différents sont concernés par une intervention au sein des zones à risques. Pour toute intervention, il est en premier lieu recherché : - la réalisation des travaux en extérieur et hors zone à risques lorsque cela est possible (par exemple, concernant les opérations de montage, il est effectué un pré-montage hors zone et un montage final sur zone) ; - dans la mesure du possible, la mise en place d'une solution autre que le travail par point chaud (par exemple par la suppression ou la limitation du nombre de soudures). Les types d'activité recensées par l'exploitant sur les zones à risque peuvent être : - des activités périodiques avec des intervenants connus et réguliers : électricité , chaudronnerie et contrôles équipements capteurs ; - des activités ponctuelles lors des chantiers relatifs à des travaux de modifications sur site tels que par exemple le remplacement de toiture, une construction nouvelle, une modification sur une cuve de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Interdiction d'apporter du feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
Constats : L'interdiction d'apporter du feu dans les zones à risques fait l'objet de consignes de sécurité et est affichée de manière lisible en entrée de chaque zone.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu
Prescription contrôlée : <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; <p>[...]</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>
Constats : <p>Lors de la réalisation de travaux par point chaud, l'exploitant met en place un permis de feu établi entre le donneur d'ordre, le représentant de l'entreprise extérieure concernée et la ou les personnes chargées du travail. Le document précise la nature et la date des travaux à exécuter, les consignes particulières, les risques signalés, les moyens de protection, et est signé par chacune des parties. Il est joint au plan de prévention établi avec l'exploitant concernant les dits travaux. Au cours de ces travaux, l'exploitant assure une surveillance visuelle mais aucune traçabilité n'est assurée sur ce point, ni sur la surveillance post-travaux. Le permis ne précise pas non plus de durée maximale : une mention complémentaire précisant un renouvellement quotidien (durée 24h) du permis serait en adéquation avec le risque présent. L'exploitant assure un archivage papier de ces documents; une traçabilité informatique est en cours d'étude.</p> <p>Il est consulté en séance par sondage le permis de feu du 15/02/2017 concernant une intervention sur le remontage d'une jauge sur le bac 66.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Le permis de feu pourrait tracer en complément :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités de surveillance pendant les travaux ; - les modalités de surveillance post travaux avec précision d'un délai ; - la limitation du permis sur la journée uniquement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention
Prescription contrôlée : <p>Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés :</p> <p>[...]</p>

4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

[...]

Constats :

Lors de la réalisation de travaux sur le site, l'exploitant établit un plan de prévention avec la liste des entreprises extérieures concernées. A noter que chaque plan de prévention est établi pour chacune des interventions et qu'aucun plan n'est établi dans la durée pour un « type d'intervention » générique concernant une entreprise extérieure. Le contenu du document signé de chacune des parties est précisé au constat suivant. L'exploitant assure un archivage papier de ces documents; une traçabilité informatique est en cours d'étude.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions du plan de prévention

Référence réglementaire : Décret du 07/03/2008, article /

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention

Prescription contrôlée :

Article R4512-8 du Code du travail

Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes :

1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
3. Les instructions à donner aux travailleurs ;
4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ;
5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.

Constats :

Le plan de prévention en place précise :

- les entreprises concernées, les travaux prévus, les dates des travaux ;
- les types de risque dus aux installations et aux activités, leur localisation, les mesures de prévention en découlant ainsi que le responsable de leur mise en œuvre. Le document précise que l'employeur de l'entreprise intervenante est tenu de faire connaître ces éléments à l'ensemble des salariés affectés sur ces travaux ;
- les dispositions en cas de travail isolé ;
- les équipements nécessaires ;
- les consignes et procédures remises ;
- l'organisation du plan de prévention.

Il est consulté en séance par sondage le plan de prévention signé le 15/02/2017 associé au permis de feu cité au constat n°4 ci-dessus relatif à une modification de jauge sur une cuve.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le plan de prévention pourrait préciser en complément : <ul style="list-style-type: none"> - la nécessité ou pas identifiée de la mise en place d'un permis de feu et un lien avec le permis de feu potentiellement établi ; - la vérification réalisée sur les habilitations ;* - la formation des intervenants ; - les modalités de surveillance pendant les travaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Travaux et sous traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sous traitance
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : [...] <ul style="list-style-type: none"> - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.
Constats : Tous travaux effectués par une entreprise extérieure sur les zones à risques font l'objet d'un plan de prévention systématique et d'un permis de feu si nécessaire, précisant notamment l'organisation en place pour assurer le maintien de la sécurité (cf constats précédents). La traçabilité est aujourd'hui assurée par un archivage papier des documents. L'exploitant étudie la mise en place d'une traçabilité informatique via une plateforme en cours de test.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que les opérateurs et entreprises extérieures intervenants sur le site reçoivent une formation assurée par le maître de chai ou par le directeur du site, sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, sur la mise en œuvre des extincteurs en poste de travail par point chaud. Cependant aucune traçabilité n'est assurée sur ce point. Le plan de prévention pourrait être complété en ce sens.</p> <p>En ce qui concerne la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, seul le personnel du site est formé, habilité et exercé dans le cadre du plan d'opération interne.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'assurer la traçabilité de ses actions en termes de formation des opérateurs et entreprises extérieures effectuant des travaux dans l'établissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : Surveillance fin de travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, l'exploitant indique assurer une vérification des travaux réalisés dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Cependant cette vérification n'est tracée sur aucun document.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit assurer la traçabilité des vérifications des travaux réalisés, après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 10 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>

Prescription contrôlée :

Article 3

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]

Article 4

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

Constats :

L'exploitant dispose sur son site de l'émulseur fluorosynthétique UNIVERSAL AR, référencé A106 A4P, remplacé en 2017 (ancienne gamme ref A 107A4P), du fournisseur "vanrullen uniser", destiné à l'extinction des feux de liquides combustibles et de liquides polaires types alcools notamment. L'exploitant dispose de la fiche fournisseur et de la fiche de données de sécurité datée de 2013. Une analyse du produit UIVERSAL AR - A106 A4P, pour savoir quel type de PFAS y est présent, est en cours au jour de la visite.

L'exploitant précise qu'une solution de remplacement avec des émulseurs sans PFAS est à l'étude. Il s'agit des émulseurs UNIVERSAL F3 AR3/3 et UNIVERSAL F3 AR6/6, qui sont relevés dans la fiche fournisseur sans fluor synthétique pour feux d'hydrocarbures et liquides polaires. L'étude en cours porte une attention particulière sur le paramètre "viscosité" qui est bien plus élevée sur ces émulseurs sans PFAS et qui pourrait "empêcher" l'aspiration par dépression utilisée à la pomperie incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de préciser :

- les substances contenues dans l'émulseur en place ;
- les suites données à son étude en cours sur les nouveaux émulseurs sans fluor synthétique

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du

règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3</p> <p>1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4. [Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]</p> <p>Article 4</p> <p>1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:</p> <p>b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.</p> <p>Annexe I</p> <p>3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose sur son site de l'émulseur fluorosynthétique UNIVERSAL AR, référencé A106 A4P, remplacé en 2017 (ancienne gamme ref A 107A4P), du fournisseur "vanrullen uniser", destiné à l'extinction des feux de liquides combustibles et de liquides polaires types alcools notamment.</p> <p>L'exploitant dispose de la fiche fournisseur et de la fiche de données de sécurité datée de 2013. Une analyse du produit UIVERSAL AR - A106 A4P, pour savoir quel type de PFAS y est présent, est en cours au jour de la visite.</p> <p>L'exploitant précise qu'une solution de remplacement avec des émulseurs sans PFAS est à l'étude. Il s'agit des émulseurs UNIVERSAL F3 AR3/3 et UNIVERSAL F3 AR6/6, qui sont relevés dans la fiche fournisseur sans fluor synthétique pour feux d'hydrocarbures et liquides polaires. L'étude en cours porte une attention particulière sur le paramètre "viscosité" qui est bien plus élevée sur ces émulseurs sans PFAS et qui pourrait "empêcher" l'aspiration par dépression utilisée à la pomperie incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les substances contenues dans l'émulseur en place ; - les suites données à son étude en cours sur les nouveaux émulseurs sans fluor synthétique
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 12 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au [3 ans après la date d'entrée en vigueur du présent règlement].

4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

- a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;
- b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;
- c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;
- d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

Constats :

L'exploitant dispose sur son site de l'émulseur fluorosynthétique UNIVERSAL AR, référencé A106 A4P, remplacé en 2017 (ancienne gamme ref A 107A4P), du fournisseur "vanrullen uniser", destiné à l'extinction des feux de liquides combustibles et de liquides polaires types alcools notamment.

L'exploitant dispose de la fiche fournisseur et de la fiche de données de sécurité datée de 2013. Une analyse du produit UIVERSAL AR - A106 A4P, pour savoir quel type de PFAS y est présent, est en cours au jour de la visite.

L'exploitant précise qu'une solution de remplacement avec des émulseurs sans PFAS est à l'étude.

Il s'agit des émulseurs UNIVERSAL F3 AR3/3 et UNIVERSAL F3 AR6/6, qui sont relevés dans la fiche fournisseur sans fluor synthétique pour feux d'hydrocarbures et liquides polaires. L'étude en cours porte une attention particulière sur le paramètre "viscosité" qui est bien plus élevée sur ces émulseurs sans PFAS et qui pourrait "empêcher" l'aspiration par dépression utilisée à la pomperie incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de préciser :

- les substances contenues dans l'émulseur en place ;
- les suites données à son étude en cours sur les nouveaux émulseurs sans fluor synthétique

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Notification des stocks de PFOA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.

Constats :

L'exploitant dispose sur son site de l'émulseur fluorosynthétique UNIVERSAL AR, référencé A106 A4P, remplacé en 2017 (ancienne gamme ref A 107A4P), du fournisseur "vanrullen uniser", destiné à l'extinction des feux de liquides combustibles et de liquides polaires types alcools notamment.

L'exploitant dispose de la fiche fournisseur et de la fiche de données de sécurité datée de 2013. Une analyse du produit UIVERSAL AR - A106 A4P, pour savoir quel type de PFAS y est présent, est en cours au jour de la visite.

L'exploitant précise qu'une solution de remplacement avec des émulseurs sans PFAS est à l'étude. Il s'agit des émulseurs UNIVERSAL F3 AR3/3 et UNIVERSAL F3 AR6/6, qui sont relevés dans la fiche fournisseur sans fluor synthétique pour feux d'hydrocarbures et liquides polaires. L'étude en cours porte une attention particulière sur le paramètre "viscosité" qui est bien plus élevée sur ces émulseurs sans PFAS et qui pourrait "empêcher" l'aspiration par dépression utilisée à la pomperie incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de préciser : - les substances contenues dans l'émulseur en place ; - les suites données à son étude en cours sur les nouveaux émulseurs sans fluor synthétique
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Ne peuvent pas, à partir du 25 février 2023, être utilisés ou mis sur le marché dans:</p> <p>a) une autre substance, en tant que constituant;</p> <p>b) un mélange;</p> <p>c) un article;</p> <p>sauf si la concentration dans la substance, le mélange ou l'article est inférieure à 25 ppM pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou à 260 ppM pour la somme des substances apparentées aux PFCA en C9-C14.</p> <p>5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation; - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; - à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentés aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose sur son site de l'émulseur fluorosynthétique UNIVERSAL AR, référencé A106 A4P, remplacé en 2017 (ancienne gamme ref A 107A4P), du fournisseur "vanrullen uniser", destiné à l'extinction des feux de liquides combustibles et de liquides polaires types alcools notamment.</p> <p>L'exploitant dispose de la fiche fournisseur et de la fiche de données de sécurité datée de 2013. Une analyse du produit UIVERSAL AR - A106 A4P, pour savoir quel type de PFAS y est présent, est en cours au jour de la visite.</p>

L'exploitant précise qu'une solution de remplacement avec des émulseurs sans PFAS est à l'étude. Il s'agit des émulseurs UNIVERSAL F3 AR3/3 et UNIVERSAL F3 AR6/6, qui sont relevés dans la fiche fournisseur sans fluor synthétique pour feux d'hydrocarbures et liquides polaires. L'étude en cours porte une attention particulière sur le paramètre "viscosité" qui est bien plus élevée sur ces émulseurs sans PFAS et qui pourrait "empêcher" l'aspiration par dépression utilisée à la pomperie incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de préciser :

- les substances contenues dans l'émulseur en place ;
- les suites données à son étude en cours sur les nouveaux émulseurs sans fluor synthétique

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin.

5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.

Constats :

L'exploitant dispose sur son site de l'émulseur fluorosynthétique UNIVERSAL AR, référencé A106 A4P, remplacé en 2017 (ancienne gamme ref A 107A4P), du fournisseur "vanrullen uniser", destiné à l'extinction des feux de liquides combustibles et de liquides polaires types alcools notamment.

L'exploitant dispose de la fiche fournisseur et de la fiche de données de sécurité datée de 2013. Une analyse du produit UIVERSAL AR - A106 A4P, pour savoir quel type de PFAS y est présent, est en cours au jour de la visite.

<p>L'exploitant précise qu'une solution de remplacement avec des émulseurs sans PFAS est à l'étude. Il s'agit des émulseurs UNIVERSAL F3 AR3/3 et UNIVERSAL F3 AR6/6, qui sont relevés dans la fiche fournisseur sans fluor synthétique pour feux d'hydrocarbures et liquides polaires. L'étude en cours porte une attention particulière sur le paramètre "viscosité" qui est bien plus élevée sur ces émulseurs sans PFAS et qui pourrait "empêcher" l'aspiration par dépression utilisée à la pomperie incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les substances contenues dans l'émulseur en place ; - les suites données à son étude en cours sur les nouveaux émulseurs sans fluor synthétique
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>